

Solidaires en action ^{N° 98}

Le 22 juillet 2013

Contre les mauvais coups : préparons le 10 septembre !

Tracts, affiches, autocollants Solidaires pour préparer et organiser la lutte sur les retraites



Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires se sont réunies le 8 juillet sur les questions des retraites, de l'emploi, des salaires, de l'avenir des services publics.

Après la Conférence sociale et les concertations de l'été, le Gouvernement attend le mois de septembre pour donner les grandes mesures qu'il compte prendre. Ses premières déclarations inquiètent les salariés, les retraités et les demandeurs d'emploi d'autant que le calendrier imposé est très resserré. Les organisations syndicales ont déjà largement fait part de leur analyse sur le rapport Moreau et des mesures qu'elles ne sauraient accepter : tout allongement de la durée de cotisation, l'opposition public/privé, la sous-indexation des pensions et des salaires portés aux comptes.

Dans le cadre intersyndical ou de l'appel « Ensemble, défendons nos retraites ! », **des meetings** sont programmés pour septembre. Des réunions intersyndicales départementales se tiennent pour organiser **les manifestations du 10 septembre**. Mais la réalité, et l'importance, de cette journée nationale interprofessionnelle dépendra essentiellement des appels à la grève dans les secteurs professionnels. Partout où nous le pouvons, prenons l'initiative d'organiser des **réunions intersyndicales avec l'objectif d'appels unitaires à la grève, de campagnes de mobilisation dans la durée**. Tracts, affiches, autocollants sont disponibles dans les Solidaires départementaux et auprès du Secrétariat national Solidaires.

Pérenniser le système solidaire de retraite par répartition nécessite de réparer les injustices dues aux précédentes réformes. Il faut sortir des logiques qui ont diminué le niveau des pensions et créé des inégalités notamment entre les femmes et les hommes. L'allongement de la durée de cotisation, déjà engagé, fixe des conditions inaccessibles aux plus jeunes dont la durée d'étude, de formation, de recherche d'emploi est allongée par rapport aux générations antérieures.

Le financement des retraites nécessite de construire des alternatives par l'apport de ressources nouvelles, tout particulièrement en améliorant le pouvoir d'achat des salariés et en créant des emplois. Il est urgent d'augmenter l'ensemble des salaires, du privé comme du public, ce qui impose d'en finir avec le gel du point d'indice et de revaloriser réellement le SMIC. Il est nécessaire de redonner confiance aux salariés, particulièrement aux jeunes générations dans le système de retraite solidaire. **Pour changer de cap et faire face à la situation, il faut rompre avec les politiques d'austérité. Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires appellent à une journée nationale d'action interprofessionnelle avec grèves et manifestations le 10 septembre 2013 pour ne pas laisser les propositions du MEDEF faire la loi et pour imposer d'autres choix au gouvernement.**

Virgin Mobile : action solidaire et recours prud'homaux

Le 4 juillet, des militant-es CGT et SUD et des ex-salarié-es de Virgin Mégastore ont participé à une action de solidarité avec les employé-es de GMS (sous-traitant de Virgin Mobile), également présent-es. **Plus d'une centaine d'entre eux ont été licencié-es dans la foulée de la fermeture des Mégastores, avec un « Plan de Sauvegarde de l'Emploi » a minima.** Des dossiers prud'homaux sont en cours de préparation car, outre ce PSE au rabais, **le droit social est bafoué chez GMS** : CDD à répétition, non-respect de la législation sur le temps partiel, absence de suivi médical et baisse de la rémunération variable...

Le fascisme tue. Ensemble, combattons-le ! ... le 14 septembre



Après les manifestations du 23 juin, l'Union syndicale a organisé une nouvelle réunion unitaire. Pour nous, il est important de ne pas oublier un des engagements de l'appel signé par plus de cent organisations syndicales, associatives, politiques : [...] éradiquer la menace fasciste nécessite un travail dans la durée et l'organisation de collectifs locaux. Nos organisations sont différentes, mais elles ont un point commun essentiel : le refus de l'intolérance, du nationalisme, de la haine, et de l'exclusion ; tout le contraire de ce que veut imposer l'extrême-droite ! Le fascisme et l'extrême-droite ne sont pas des courants politiques avec lesquels on dialogue ou on compose. Leur système est basé sur la violence physique, la haine, l'asservissement des peuples.

L'Union syndicale Solidaires adresse à toutes les organisations signataires de l'appel, une feuille d'informations recensant des informations sur l'extrême-droite et sur les luttes antifascistes. Parmi les initiatives futures, il y a la **manifestation qui se tiendra à Marseille le 14 septembre**, à l'occasion de « l'université d'été » du Front National. L'appel « *Marseille solidaires contre l'extrême-droite, contre le fascisme, pour le progrès social et l'égalité des droits* » est signé par une trentaine d'organisations, dont Solidaires, CGT, FSU, CNT. Organisons dès maintenant la présence de Solidaires à Marseille le 14 septembre !

ISS LP à Fresnay (72) : grève dans la sous-traitance

ISS LP a perdu le contrat avec Hutchinson (sous-traitant de PSA et Renault), à l'usine de Fresnay dans la Sarthe. C'est le prétexte à l'annonce de licenciements dits économiques ; mais le « Plan de Sauvegarde de l'Emploi » n'a aucune valeur, la perte d'un contrat ne suffit pas à justifier les suppressions massives d'emplois !

Il faut examiner le « motif économique » lors des licenciements : comment l'entreprise peut-elle les connaître six mois avant la fin de l'activité ? pourquoi l'entreprise n'a-t-elle pas fait un PSE au niveau de l'entreprise, ce qui est obligatoire, et non seulement au niveau d'un site ? **Depuis des années, l'entreprise verse environ 4 millions d'euros annuels aux actionnaires et il n'y aurait plus d'argent ?** Quelles options de reconversions industrielles du site pour continuer une activité alternative ? Pourquoi Hutchinson, qui a aussi une responsabilité dans la fermeture du site (aux côtés des constructeurs qui sous-traitent), n'assume pas d'avoir supprimé plus de 50 emplois ?

SUD, CGT, CFTD ont lancé la grève jeudi 18 juillet, reconduite par 90% du personnel concerné le lendemain. Pour la section syndicale SUD Industrie, il faut :

- Maintenir les emplois et des reclassements satisfaisants pour les volontaires.
- Respecter les droits des salarié-es et les procédures légales en CE et CHSCT.
- Une indemnité supra-légale de 4 000 € par année d'ancienneté (moins que ce que gagne le directeur d'ISS LP en une semaine) au lieu des 400 € proposés par la direction, pour les départs volontaires.
- Instituer le droit de veto des comités d'entreprise, et un fonds patronal mutualisé au niveau de la branche du secteur automobile pour que les décideurs paient !

Bordeaux : perquisition du local syndical Solidaires !

Le 18 juillet au matin, la Police a perquisitionné et mis en garde à vue 4 militants de Droit Au Logement à Bordeaux. Dans le même temps, d'autres forces de Police forçaient les portes du local de l'Union syndicale Solidaires 33 et le perquisitionnaient aussi ; ce n'est qu'une fois les opérations policières terminées, et la serrure changée, que des responsables de notre organisation syndicale ont été prévenus. A Bordeaux, nous hébergeons le DAL mais aussi par exemple la Confédération paysanne, dans nos locaux Solidaires. Le prétexte à cette répression est l'occupation récente d'un appartement, vide, par le DAL

C'est un exemple supplémentaire de la criminalisation du mouvement social, une atteinte à la liberté syndicale. Alors que les militants de DAL sont, depuis des semaines, la cible d'insultes et de menaces orchestrées par l'extrême-droite, « la république » s'attaque à celles et ceux qui défendent le droit au logement pour tous et toutes ! Le Ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, et la Ministre du Logement, Cécile Duflot, doivent expliquer les (mauvaises) raisons de cette opération policière. L'Union syndicale Solidaires exige l'arrêt immédiat des poursuites et dénonce cette politique répressive à l'encontre des militant-es et des organisations qui luttent pour l'égalité des droits.

La Poste (Marseille) : la grève pour obtenir des effectifs

Début juillet, un facteur en CDD a été « oublié » au centre courrier de Marseille 04, parce qu'il avait terminé sa tournée à 16h et n'était toujours pas sorti de l'établissement au moment de sa fermeture aux environs de 16h30. Enfermé à l'intérieur, c'est la police qui l'a aidé à sortir après le déclenchement de l'alarme.

La semaine précédente, une jeune CDD a travaillé plus de 50 heures sans aucune contrepartie. Des agents qui reviennent de repos, de congés ou encore de temps partiel qui n'ont pas été remplacés se retrouvent avec le courrier en souffrance à rattraper toujours sans contrepartie malgré les conséquences en matière de charge de travail et de santé au travail. Des facteurs sont baladés aux quatre coins de l'arrondissement pour essayer de pallier le manque de formation des CDD ou intérimaires ainsi que le sous effectif structurel du centre courrier.

Tous les ingrédients sont réunis pour un été catastrophique pour le personnel et les usagers. Ce n'est malheureusement pas la première fois que le centre est confronté à une telle situation, ni que le syndicat SUD alerte la direction. L'entêtement de cette dernière risque d'aboutir de nouveau à l'incapacité de distribuer quotidiennement l'ensemble du courrier à tous les usagers, comme au mois d'avril et mai 2013 où des milliers de plis sont restés en souffrance durant plus d'un mois. Pour les facteurs et factrices de Marseille 04, il est intolérable que ceci se reproduise ; aussi, ils et elles ont massivement cessé le travail le vendredi 19 juillet 2013 pour mettre la direction devant ses responsabilités.

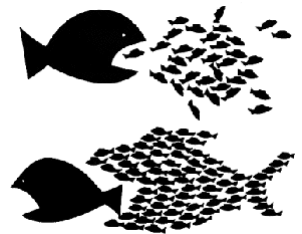
Prosegur : grève dans la sous-traitance nucléaire

L'ensemble des salariés de Prosegur affectés au site nucléaire de Cruas se sont mis en grève. Le mouvement s'est étendu sur le site de Dampierre en Burly. **Ces camarades qui exercent sur des sites « potentiellement dangereux » ne bénéficient pas d'un statut particulier lié à la spécificité de leurs missions et lieu d'affectation.** La convention collective de la Prévention et Sécurité, en son accord sur les métiers repères du 1^{er} décembre 2006, entré en vigueur le 1^{er} décembre 2007, reste silencieuse sur cette catégorie de métiers. Avec le syndicat SUD Solidaires Prévention et Sécurité, les grévistes réclamaient :

- L'augmentation des coefficients d'un échelon pour tous les salariés affectés sur ces sites. (ADS confirmé, référent binôme, CDP, RS).
- Le maintien de la prime d'assiduité.
- La révision à la baisse du montant mensuel de la mutuelle qui a augmenté de 148% en 8 ans, alors que dans le même temps le pouvoir d'achat des salariés a baissé de 5,5%.

Les salariés de Dampierre avaient aussi plusieurs revendications salariales (13^{ème} mois, revalorisation de primes, etc.)

Les salariés ont démontré, tout au long des années passées, leur professionnalisme et leur patience à négocier sans rien obtenir. **Maintenant, il est temps de les rémunérer correctement !** Le travail en centrale nucléaire est un des plus usants et stressants pour les salariés : procédures très contraignantes, multiplications des responsabilités, dégradations des conditions de travail, etc.



Chômeurs, chômeuses et précaires en marche pour leurs droits

Du 10 juin au 6 juillet, plus de 200 chômeurs/ses, précaires et solidaires ont parcouru la France pour faire entendre leurs voix et exiger une politique fondée sur la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux et la répartition des richesses. Le collectif de la marche (AC, APEIS, MNCP, DAL, Solidaires/Sud Emploi, FSU/Snu Pôle Emploi), soutenu par l'Union syndicale Solidaires, portait une plateforme de **mesures d'urgence pour les chômeurs/ses et précaires concernant Pôle Emploi, les minima sociaux, la représentation des chômeurs et chômeuses.**



Cette Marche a été le symbole de la **détermination de la lutte contre un système d'exclusion sociale générée par la course aux profits, la défense d'intérêts financiers spéculatifs, la destruction des solidarités, au bénéfice d'une minorité de nantis.** Imposons nos revendications : augmentation des minima sociaux et des allocations chômage, arrêt des radiations et moratoire sur les indus, arrêt des expulsions, réduction du temps de travail à 32 h, des formations choisies, qualifiées et rémunérées, plus de moyens et de meilleures conditions de travail pour les agents de Pôle emploi, la présence des associations de chômeurs partout où se décide leur sort...

Les négociations UNEDIC du dernier trimestre 2013, entre le MEDEF et les organisations syndicales « représentatives », seront l'occasion de se mobiliser à nouveau pour exiger des droits à allocation en hausse, tant pour le montant que la durée. Ce sera aussi l'occasion de mettre le gouvernement face à ses responsabilités, puisqu'il a le pouvoir de ne pas agréer une convention qui serait défavorable aux chômeurs/euses.

Accident ferroviaire : maintenant, il faut des réponses !

Après le dramatique accident de Brétigny, SUD-Rail a refusé de se mêler à tous les vautours qui se sont succédés devant les caméras de télévision, donnant leur avis sur un accident dont ils et elles ne savaient rien, s'empressant de justifier leurs décisions passées. S'appuyant sur les analyses syndicales et l'expérience des cheminot-es sur le terrain, la fédération SUD-Rail et le syndicat local de Paris Rive Gauche pointent des questions essentielles :

L'état actuel du réseau ferroviaire est dangereux pour la sécurité. Les alertes auprès des « responsables » n'ont pas manqué. SUD-Rail, mais aussi d'autres organisations syndicales, ont cité de multiples exemples. Plusieurs études institutionnelles ont confirmé le caractère alarmant de cette situation. Pourtant, quelques jours avant l'accident de Brétigny, le Président de la SNCF soutenait son « plan stratégique Vision 2020 » qui prévoit d'accroître encore la productivité des cheminot-es chargé-es de la maintenance des infrastructures !

Exploitation et infrastructure ferroviaires sont totalement liées. Or, depuis la casse de la SNCF par la création de RFF en 1997 jusqu'en 2012, tous les « responsables » ont affirmé le contraire. L'actuel Président de la SNCF, notamment, était l'un des principaux défenseurs de la séparation entre Gestion de l'Infrastructure et Exploitation Ferroviaire. La fédération SUD-Rail a combattu ce choix dès l'origine en expliquant que, pour un mode de transport guidé comme le chemin de fer, cette organisation est dangereuse pour la sécurité des circulations. Depuis cet accident, tous ces « responsables », à commencer par le Président de la SNCF, ne parlent que d'infrastructure ferroviaire pour expliquer le très grave accident d'exploitation ferroviaire qui vient de se produire...

Il faut répondre aux questions de fonds (l'état actuel du réseau, la séparation infra/exploitation ferroviaires, la gestion du personnel, ...). **Les « responsables » doivent tirer les conséquences de ce désastre. Tous les moyens doivent être mis en œuvre pour mener les enquêtes, y compris celles des CHSCT.**

La gestion du personnel a des conséquences sur la sécurité. Les « responsables », dont le Président de la SNCF, ont supprimé des milliers d'emplois de cheminot-es chargé-es de la maintenance des infrastructures. Dans le même temps, le travail de nuit et des week-ends est devenu la règle dans cette filière. Les parcours à entretenir par chaque équipe se sont allongés. La sous-traitance s'est généralisée avec les problèmes de formation que cela entraîne. Les pressions dites « managériales » se multiplient auprès des cheminot-es de tous collèges. Or, travailler sous la menace perpétuelle de « l'objectif non rempli » amène à différer certaines tâches au profit de celles « qui se voient ». Faire intervenir des entreprises privées à la place des cheminot-es formé-es, affaiblit la sécurité de tous. Le contrôle total d'une éclisse suppose qu'elle soit démontée, brossée, graissée : sur une ligne où les trains circulent à 150 km/h, ce qui nécessite une interruption totale temporaire du trafic...

Budget 2014 : austérité, et suppression d'emplois publics !

Les premières annonces faites dans le cadre de l'ouverture des débats sur la préparation du budget 2014 sont éloquentes: le gouvernement envisage encore de réduire les moyens pour l'action publique de 14 milliards d'euros. Cette baisse vient se rajouter aux nombreux plans des années précédentes et obéit aveuglement aux injonctions européennes qui considèrent que pour atteindre le fameux 3 % de déficit budgétaire maximum, seule la chasse aux dépenses est concevable.

Ce choix a des conséquences dramatiques pour la cohésion sociale et l'égalité d'accès aux services publics et aux droits fondamentaux déjà fortement entamés par les politiques précédentes. **Le service public, l'action publique sont les piliers de cette cohésion. S'attaquer à eux, c'est fragiliser les plus pauvres.** C'est maintenir notre pays dans une situation de précarité et d'austérité qui ne peut en aucun cas permettre à la croissance de revenir. Les conséquences d'un tel choix se traduisent encore par des suppressions d'emplois (moins 15 000 !) insupportables. **Le gouvernement annonçait en début de mandat qu'il tournait le dos à la Révision Générale des Politiques Publiques, en réalité il poursuit dans cette voie.**

L'Union syndicale Solidaires dénonce ces orientations qui vont à l'inverse de l'intérêt général. Encore une fois, il semble plus facile de « faire des économies » que de tenter de récupérer les sommes nécessaires aux besoins de la collectivité. La lutte contre la fraude fiscale (entre 60 et 80 milliards d'euros chaque année) permettrait sans difficulté de pallier au problème du déficit. Mais on préfère supprimer les postes de celles et ceux qui sont chargés du contrôle ! Décidemment, le gouvernement en accord avec les directives du FMI, de la BCE et de la Commission Européenne poursuit des politiques d'austérité injustes socialement et inefficaces économiquement qui tournent résolument le dos au progrès social.

Notre Dame des Landes : rassemblement des 3-4 août

L'ACIPA et la Coordination des opposants organisent un rassemblement, pour la défense des terres et des emplois agricoles menacés, **une meilleure utilisation de l'argent public** et l'arrêt des projets aussi inutiles que destructeurs ! Pour la transition énergétique, la lutte contre le réchauffement climatique et le retour à une solide représentation citoyenne, confisquée par les classes politiques dirigeantes...

